

Regard critique sur la nouvelle image de l'industrie militaire en Allemagne

Marie Küntzler



7 août 2025



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture : Un char *Lynx KF41* produit par l'entreprise allemande *Rheinmetall*
– crédit : [Rheinmetall Defence/Wikimédia](#)

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-Madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – admi@grip.org – www.grip.org
X/Twitter : [@grip_org](#) – Facebook : GRIP.1979

Regard critique sur la nouvelle image de l'industrie militaire en Allemagne

Résumé

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a profondément modifié la perception de l'industrie militaire en Allemagne. Bénéficiant d'un soutien politique croissant et d'un repositionnement de son image dans l'espace public, cette industrie est portée par un discours valorisant son rôle stratégique et son activité supposément éthique et durable. Cette note d'analyse explore les mécanismes de cette transformation d'image, les discours mobilisés par les industriels et leur réception par les acteurs politiques. Elle met également en perspective les éléments centraux du discours véhiculé par l'industrie militaire et invite à la prudence face à une campagne de promotion trop partielle et partielle.

A critical look at the new image of the military industry in Germany

Abstract

Russia's invasion of Ukraine has profoundly changed perceptions of the military industry in Germany. Benefiting from growing political support and a repositioning of its image in the public sphere, this industry is carried by a discourse that emphasizes its strategic role and its ethical and sustainable activity. This analysis explores the mechanisms behind this image transformation, the rhetoric used by industry players and how it is received by politicians. It also puts into perspective the key elements of the military industry's discourse and urges caution in the face of an overly biased and partial promotional campaign.

L'auteure

Marie Küntzler est chargée de recherche au sein du GRIP depuis avril 2025. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'Université libre de Bruxelles (ULB), d'un master en sciences politiques, orientation relations internationales à finalité sécurité, paix, conflits de l'Université libre de Bruxelles (ULB) et d'une agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (A.E.S.S). Ses domaines d'expertise portent sur le recrutement militaire, les stratégies promotionnelles et d'image des acteurs de la défense et les politiques de défense en Allemagne et en Europe.

Pour citer cette publication

KÜNTZLER Marie, « Regard critique sur la nouvelle image de l'industrie militaire en Allemagne », *Note d'Analyse du GRIP*, 7 août 2025.

Introduction

Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022, le secteur de l'industrie militaire connaît un essor indéniable en Allemagne. Les actions des industries d'armement se sont d'ailleurs envolées. Dans les milieux économiques, on parle d'un *supercycle* de l'industrie de la défense¹. Le soi-disant « *changement d'époque (Zeitenwende)* » est particulièrement profitable pour l'entreprise *Rheinmetall* basée à Düsseldorf. En effet, la valeur des actions de la plus grande société d'armement allemande a été multipliée par dix depuis le début de la guerre en Ukraine. Il faut dire que rien qu'en ce qui concerne les 100 milliards EUR du fonds spécial alloué à la défense sous le gouvernement Scholz en 2022, 30 à 40 milliards EUR reviennent à *Rheinmetall*². L'entreprise produit notamment une large gamme de munitions, des drones, des véhicules blindés et des systèmes de défense antiaériens, c'est-à-dire autant d'équipements cruciaux dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne. En mars 2023, la firme a fait son entrée dans l'indice boursier allemand (DAX) qui regroupe les 40 entreprises les plus importantes du marché boursier allemand³.

Dans le contexte géopolitique actuel, les industries de la défense enregistrent des bénéfices financiers, mais aussi symboliques. Depuis la *Zeitenwende*, l'image publique de l'industrie a été en partie redéfinie. Le secteur de l'industrie militaire, autrefois perçu négativement, a su tirer profit d'une image plus positive de fournisseur stratégique de l'armée allemande et de pourvoyeur de moyens matériels à une Ukraine contrainte de faire face à l'agression russe⁴.

Pourtant, encore en 2021, Hans Christoph Atzpodien, directeur général du BDSV (*Bundesverband der deutschen Sicherheits- und Verteidigungsindustrie e.V.*), le plus grand groupe de lobbying de l'industrie militaire en Allemagne, exprimait son inquiétude concernant l'exclusion de l'industrie militaire des fonds d'investissement dits « *durables* ». D'après M. Atzpodien, le secteur serait systématiquement associé par les gestionnaires de fonds à l'alcool, aux jeux d'argent ou encore au travail des enfants⁵. Au-delà du secteur bancaire, l'industrie militaire allemande avait par le passé une

¹ JOVÈNE Jocelyn, « [3 actions de défense pour parier sur le supercycle des dépenses militaires](#) », *Morningstar*, 29 janvier 2025 ; « [Rüstungspapiere bleiben im Höhenflug – Superzyklus in Branche](#) », *vermoegenszentrum.ch*, 18 février 2025 ; WENZEL Frank-Thomas, « [Gewinnmaschine Rüstung: Die Politik darf beim Geschäft mit Waffen nicht die Kontrolle verlieren](#) », *Redaktionsnetzwerk Deutschland*, 13 juin 2022.

² « [Rheinmetall : Aktienkurs hat sich verzehnfacht](#) », *ZDF*, 26 février 2025.

³ « [Der Technologiekonzern Rheinmetall AG steigt in den deutschen Leitindex DAX auf](#) », *rheinmetall.com*, 20 mars 2023.

⁴ KORMBAKI Marina, « [Der Panzerkanzler](#) », *Spiegel*, 13 février 2024 ; FRIEDERICHS Hauke, « [Endlich weg vom Schmutzel-Image](#) », *Zeit*, 14 juin 2024.

⁵ HEITKER Andreas, « [Im Gespräch: Hans Christoph Atzpodien : „Sie wissen nicht, was sie da tun“](#) », *Börsen-Zeitung*, 30 novembre 2021.

réputation peu flatteuse⁶. Celle-ci avait notamment été entachée par des affaires de corruption et des exportations d'armes vers des zones de conflit⁷. On peut citer, par exemple, les exportations illégales d'armes à feu du fabricant *Hecker & Koch* vers certaines régions du Mexique, où ces armes ont ensuite été utilisées par les forces de sécurité mexicaines contre des manifestants⁸.

Le *changement d'époque* proclamé par le chancelier Olaf Scholz à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie apporte une nouvelle image à l'industrie de la défense. Dans un contexte de réinvestissement dans les capacités militaires en Allemagne, le besoin de cette industrie pour équiper la Bundeswehr et, plus largement, les armées européennes a été mis en avant dans le discours public⁹. Cette nouvelle nécessité est largement à l'avantage de l'image de l'industrie.

Jens-Bodo Koch, directeur général de *Heckler & Koch*, déclarait en juin 2024 que « *Depuis l'invasion russe en Ukraine, l'intérêt pour Heckler & Koch a augmenté et il y a une nouvelle ouverture dans la politique, la société et les médias* ». Fondée en 1949, *Heckler & Koch* possède un site de production d'armement de grande envergure à Oberndorf am Neckar, dans le Bade-Wurtemberg. Outre *H&K*, *Rheinmetall*, leader du secteur de l'armement en Allemagne, y produit, entre autres, des canons embarqués pour l'avion de combat *Eurofighter*. Oberndorf a longtemps été un symbole de l'industrie militaire en Allemagne. La réputation de la ville a été marquée par des protestations pacifistes dans le passé et par des reportages télévisés révélant les exportations d'armes allemandes depuis Oberndorf vers des zones de conflit. Cependant, selon le maire de la ville « *Nous constatons un changement d'image significatif [de l'industrie militaire], qui va de pair avec la Zeitenwende.* » Les entreprises implantées dans la région feraient désormais l'objet de peu de contestations. Un employé de H&K témoigne également dans ce sens : « *Bien sûr, c'est agréable que son employeur soit perçu de manière positive. Et c'est davantage le cas depuis la Zeitenwende*¹⁰. »

En 2023, Armin Papperger, directeur général de *Rheinmetall*, a ouvert pour la première fois les portes de ses usines aux médias. Interrogé sur l'amélioration de l'image de l'industrie de défense depuis l'invasion russe de l'Ukraine, il a répondu par l'affirmative. Dans une autre interview, Papperger affirme que des entreprises comme *Rheinmetall*

⁶ KORMBAKI Marina, *op.cit.* ; FRIEDERICHS Hauke, *op.cit.*

⁷ DEUTSCHER BUNDESTAG, « [Korruptionsvorwürfe gegen deutsche Rüstungsunternehmen](#) », procès-verbal de la séance plénière, 15 janvier 2014, p. 387 ; JANISCH Wolfgang, « [Bundesgerichtshof bestätigt Urteil gegen Heckler & Koch](#) », *Süddeutsche Zeitung*, 30 mars 2021 ; FINKE Björn, « [Miese Noten für deutsche Rüstungsfirmen](#) », *Süddeutsche Zeitung*, 26 avril 2015 ; OTT Klaus & TELLOGLU Tasos, « [Prozente von Rheinmetall](#) », *Süddeutsche Zeitung*, 15 janvier 2015.

⁸ NAGEL Lars-Marten, VERFÜRDEN Michael & DETERS Jannick, « [Illegale Waffenexporte: Was das Mexiko-Urteil des BGH für die Rüstungsbranche bedeutet](#) », *Handelsblatt*, 30 mars 2021.

⁹ KORMBAKI Marina, « [Der Panzerkanzler](#) », *Spiegel*, 13 février 2024 ; FRIEDERICHS Hauke, *op. cit.*

¹⁰ FRIEDERICHS Hauke, *op. cit.*

ont enfin trouvé leur place au sein de la société, et que le travail de leurs employés est désormais reconnu et valorisé¹¹. Le club de football de première division *Borussia Dortmund* (BVB), avec lequel *Rheinmetall* a récemment conclu un accord de sponsoring, parle d'une « *nouvelle normalité vis-à-vis des groupes tels que Rheinmetall*¹² ».

Les acteurs de l'industrie militaire ne se contentent pas de constater l'évolution favorable de leur image publique ; ils s'emploient activement à en renforcer et consolider la transformation. Ce processus bénéficie par ailleurs du soutien des autorités étatiques. De nombreux acteurs politiques se montrent désormais plus ouverts aux interactions avec les producteurs d'armes et intègrent certaines de leurs requêtes dans leurs agendas politiques, par exemple l'intégration de l'industrie militaire dans les fonds d'investissement durables.

Dans ce contexte, il s'avère essentiel de considérer avec discernement les postulats soutenant la transformation à l'œuvre et les discours l'accompagnant. Ils présentent une perspective sélective et en fait biaisée de ce qu'est et de ce que font les industriels producteurs d'armements.

Afin de souligner l'importance d'un regard critique sur la dynamique actuelle, cette note d'analyse procède en trois temps. Le premier passe en revue les spécificités du discours des acteurs de l'industrie militaire visant à présenter ce secteur d'activité comme nécessaire, éthique et durable (1). Le second temps démontre comment les acteurs politiques allemands reprennent à leur compte des raisonnements et des demandes de l'industrie militaire (2). Le troisième temps met en perspective les éléments centraux du discours véhiculé par l'industrie militaire et appelle à la précaution vis-à-vis d'une campagne de promotion bien trop partielle et partielle (3).

1. Les efforts de relations publiques et de lobbying des industries de la défense

Les acteurs de l'industrie militaire, réunis au sein de diverses organisations de lobbying, appuient et consolident cette transformation de leur image. Bien entendu, ces efforts de promotion et de lobbying précèdent le début de la guerre en Ukraine, mais les nouvelles circonstances politiques sont saisies et intégrées dans les stratégies de communication des industriels. Le discours des industriels s'articule autour de quatre axes principaux, à savoir l'industrie productrice d'armements comme pourvoyeur du bien commun qu'est la sécurité (1), comme activité durable et responsable (2), comme

¹¹ PAPPERGER Armin dans « [Rheinmetall – Vom Außenseiter in die Mitte der Gesellschaft](#) », à 1'21'', NTV, consulté le 19 juin 2025.

¹² FRIEDERICHS Hauke, *op. cit.*

garante de la prospérité économique (3), comme respectueuse des dispositions légales et politiques gouvernementales (4).

1.1. L'industrie de la défense comme pourvoyeur de la sécurité comme bien commun

Les membres du BDSV (le plus grand lobby de l'industrie militaire en Allemagne), se définissent eux-mêmes avant tout comme des fournisseurs et des partenaires stratégiques de l'armée allemande ainsi que d'autres organisations dédiées à la sécurité en République fédérale d'Allemagne (la police, notamment). Ils se positionnent comme des acteurs clés de la stratégie de sécurité nationale en arguant qu'ils contribuent directement à la sécurité, à la préservation des droits et à la liberté des citoyens « *grâce à leur savoir-faire et à leur gamme de produits haut de gamme*¹³ ». Les industriels du BDSV avancent ainsi

*« Nous sommes fiers de pouvoir apporter notre contribution qualifiée à l'accomplissement des tâches importantes de la Bundeswehr en tant que fournisseurs d'équipements » et encore, pour appuyer la légitimité de leur industrie : « Tout aussi légitime et moralement acceptable que la garantie de la sécurité et de la capacité de défense, est la création des conditions matérielles nécessaires à leur mise en œuvre*¹⁴. »

Michael Schöllhorn, président du lobby BDLI (*Bundesverband der Deutschen Luft- und Raumfahrtindustrie e.V.*) et directeur général de *Airbus Defence and Space*, affirme que

*« Pour Airbus, la quête de la paix, de la sécurité et du développement durable fait partie intégrante de notre ADN. [...] Avec nos produits, nous voulons aider nos clients et nos pays partenaires à protéger en premier lieu leurs citoyens, mais aussi leurs valeurs et leurs infrastructures*¹⁵. »

La guerre en Ukraine est devenue un point de référence central dans le discours des industriels de l'armement. L'idée, largement répandue dans les milieux politiques et les médias¹⁶, selon laquelle l'Allemagne aurait trop longtemps oublié ses intérêts sécuritaires, est souvent avancée. C'est ainsi que Armin Papperger s'exprime en juin 2022 : « *Convaincus que la sécurité et la paix sont des acquis de notre vie en Europe*

¹³ BDSV, « [Über uns](#) », *bdsv.eu*, consulté le 19 juin 2025.

¹⁴ BDSV, « [Positionspapier Souveränität](#) », *bdsv.eu*, consulté le 19 juin 2025.

¹⁵ SCHÖLLHORN Michael, « Gelebte unternehmerische Verantwortung für Frieden, Sicherheit und Nachhaltigkeit am Beispiel von Airbus », dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p. 49-50.

¹⁶ HIMMELREICH, Jörg, « [Warum „Nie wieder Krieg“ von Anfang an ein Irrweg war](#) », *Deutschlandfunk Kultur*, 19 mai 2022.

occidentale, nous nous sommes installés ces dernières années, surtout en Allemagne dans une zone de confort [...]»¹⁷.

Michael Schöllhorn affirme quant à lui que le thème de la défense aurait été occulté par la société. « *Plus encore, des efforts croissants ont été déployés pour rendre notre secteur industriel économiquement peu attractif*¹⁸ ». Hans-Christoph Atzpodien, directeur général du BDSV, met en garde que « *compte tenu de la paix qui régnait depuis des décennies en Europe centrale, nous avons eu tendance à oublier que cette paix ne va pas de soi. [...] Pendant trop longtemps, beaucoup auraient cru à l'illusion que la paix pouvait être obtenue sans armes*¹⁹. » L'invasion de l'Ukraine aurait confronté ce rêve à la réalité : « *Si nous voulons défendre notre mode de vie démocratique et libre contre l'agression, nos forces armées constitutionnelles ont également besoin d'armes*²⁰. » La guerre en Ukraine constitue ainsi un point de référence central, en ce qu'elle révélerait la gravité du contexte géopolitique actuel. Face à cette menace, l'Allemagne se verrait contrainte d'assurer sa sécurité par la dissuasion, ce qui passe par un renforcement des investissements dans la Bundeswehr et son armement.

Dans ce sens Armin Papperger avance que : « *Personnellement, j'ai toujours été convaincu qu'il était nécessaire d'investir dans ces domaines, car nous protégeons en fin de compte notre société. Regardez ce qui se passe en Ukraine. Si l'Ukraine n'avait pas d'armes, le pays n'existerait plus*²¹. » Pour le PDG de la plus grande entreprise d'armement allemande « *défendre la démocratie ne peut pas être répréhensible*²². »

Il est intéressant de noter que le discours des industriels et lobbyistes n'est pas tout à fait homogène. Pour le directeur général de *Airbus Defence and Space*, plus d'armes sont également synonymes de plus de poids diplomatique :

*« Nous considérons nos activités de défense comme une contribution à la résolution diplomatique des conflits et à une approche multilatérale des relations internationales. En équipant les pays de l'UE et de l'OTAN d'équipements militaires modernes, nous renforçons leur influence diplomatique et leur crédibilité sur la scène internationale*²³. »

De façon plus drastique, Hans Christoph Atzpodien, président du BDSV, avance que

¹⁷ PAPPERGER Armin, « Geleitwort », dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p. 6.

¹⁸ SCHÖLLHORN Michael, *op. cit.*, p. 49.

¹⁹ ATZPODIEN Hans Christoph, « Sicherheit ist und bleibt die „Mutter“ aller Nachhaltigkeit! », dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p.58-59.

²⁰ *Ibid.*

²¹ « [Interview : “Demokratie verteidigen kann nicht verwerflich sein”](#) », *Tagesschau*, 29 février 2024.

²² *Ibid.*

²³ SCHÖLLHORN Michael, *op.cit.*, p. 50.

« Partant du constat actuel et tout à fait juste que, dans l'ordre mondial actuel, seule la force compte (je souligne), les partenaires de la future coalition gouvernementale [...] ont tiré les bonnes conclusions dans les résolutions [...] pour un vote sur une modification de la Loi fondamentale²⁴. »

Atzpodien fait ici référence à la suspension du frein à l'endettement pour les dépenses militaires, voté au parlement le 18 mars 2025, permettant des investissements considérables dans la Bundeswehr à l'avenir²⁵.

1.2. Durabilité et responsabilité

L'industrie militaire, qui a connu des difficultés à accéder à des produits financiers par le passé²⁶, est particulièrement opposée aux taxonomies financières qui excluent sa branche économique d'investissements boursiers dits « durables ». Les taxonomies fiscales ont pour but d'orienter les investisseurs et ainsi les flux financiers vers des activités bénéfiques pour l'environnement et la société. Les placements ESG sont censés représenter des investissements qui favorisent la durabilité. ESG signifie « environnement », « social », et « gouvernance » et désigne les trois critères centraux de la durabilité. Afin de permettre aux consommateurs d'accéder à l'information sur leur investissement, l'UE a défini des obligations de transparence et des critères pour juger qu'un investissement puisse être qualifié de « durable ». Ces critères sont définis dans la taxonomie de l'UE et dans le *Règlement de l'UE sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers*²⁷. L'armement, le tabac, l'alcool ou les jeux d'argent sont jusqu'à présent exclus de ces placements ESG²⁸.

Les lobbies de l'industrie militaire déploient de grands efforts pour contrer l'image d'une activité entraînant des conséquences néfastes sur le plan écologique et social dans le but d'accéder plus facilement au capital des investisseurs privés. Les industriels argumentent que la sécurité, qui est assurée grâce à leurs produits, est une condition préalable à toute possibilité de développement pérenne. Ainsi, le BDSV écrit sur son site

²⁴ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE, « [Kommentar zur Grundgesetzänderung – Schuldenbremse für Rüstung entsperrt – nun gilt es zu liefern! Aber wie? – Dr. Hans C. Atzpodien, Hauptgeschäftsführer BDSV e.V.](#) », *bdsv.eu*, 18 mars 2025.

²⁵ BUNDESZENTRALE FÜR POLITISCHE BILDUNG, « [Grundgesetzänderung für Verteidigung und Sondervermögen](#) », *bpb.de*, 28 mars 2025.

²⁶ Les industries ont notamment été confrontées au problème que certaines banques leur refusaient leurs services : ATZPODIEN Hans Christoph, « Sicherheit ist und bleibt „Mutter“ aller Nachhaltigkeit! » dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p. 59; SCHÖLLHORN Michael, *op.cit.*, p. 49.

²⁷ UNION EUROPÉENNE, « [RÈGLEMENT \(UE\) 2019/2088 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers](#) », 27 novembre 2019.

²⁸ COMMISSION EUROPÉENNE, « ESG rating activities », *finance.ec.europa.eu* ; ESCHMANN AUREL, « [Einfluss der Waffenlobby: EU-Kommission will Rüstungsanlagen als nachhaltig erklären](#) », *lobbycontrol.de*, 8 octobre 2024.

internet « *La sécurité est à la base de toute durabilité²⁹* ». Armin Papperger, directeur général de *Rheinmetall* renchérit avec l'argumentation suivante :

« La sécurité est indispensable pour garantir les fondements de notre existence ! C'est précisément cela, la durabilité. [...] Dans le cas des biens que sont la paix et la sécurité d'une part, et la durabilité d'autre part, il existe un consensus mondialement reconnu selon lequel ces biens ne doivent pas seulement être poursuivis en parallèle [...], mais qu'ils sont même intrinsèquement liés³⁰. »

Hans Christoph Atzpodien critique ainsi « *l'idée fausse répandue dans une grande partie de l'Europe, qui oppose l'armée et son matériel à la conception générale de la durabilité³¹*. » Pourtant, il s'agirait « *justement de protéger nos moyens de subsistance pour les générations futures en garantissant la sécurité³²*. » Similairement, le BDLI avance que, « *En garantissant la sécurité et la paix, nos organes de sécurité créent une base indispensable à une vie et à une économie durables³³*. »

Dans le cadre de leur autoreprésentation, au-delà du fait d'assurer les conditions mêmes de la durabilité par la sécurité, les entreprises militaires affirment qu'elles contribuent également de manière très concrète à la durabilité. Elles mettent ainsi l'accent sur des modes de production respectueux des ressources et de l'environnement. Dans cette logique, le BDSV avance que

« L'industrie de la sécurité et de la défense relève également ces défis [liés à l'écologie] et déploie des efforts considérables à cette fin. Par exemple, les entreprises membres du BDSV développent, en collaboration avec le ministère de la Défense, des systèmes et des méthodes d'utilisation innovants afin d'aider l'armée allemande à atteindre son objectif de neutralité climatique. [...] Nos entreprises membres respectent pleinement la législation en vigueur et déploient d'énormes efforts pour réduire leurs émissions de CO₂³⁴. »

Pour le directeur général de *Airbus Defence and Space*, la durabilité signifie « *unir et protéger le monde de manière sûre, éthique, socialement responsable et respectueuse de l'environnement³⁵* ». Susanne Wiegand, directrice générale du groupe RENK, exprime

²⁹ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V., « [Nachhaltigkeit](#) », *bdsv.eu*, consulté le 19 juin 2025.

³⁰ PAPPERGER Armin, « Geleitwort », dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p. 6.

³¹ ATZPODIEN Hans Christoph, *op. cit.*, p.59.

³² *Ibid.*

³³ SCHÖLLHORN Michael, *op. cit.*, p. 50.

³⁴ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE, « [Nachhaltigkeit](#) », *bdsv.eu*, consulté le 19 juin 2025.

³⁵ SCHÖLLHORN Michael, *op. cit.*, p. 50.

également l'idée que la sécurité et la durabilité (ou encore le développement) seraient interdépendants :

« L'attaque de Poutine contre l'Ukraine nous a douloureusement rappelé ces dernières semaines que la paix et la sécurité sont indispensables à tout développement. Dans le même temps, le changement climatique et les catastrophes naturelles qui en résultent font que de plus en plus de personnes dans le monde ne peuvent plus vivre en sécurité. Il est donc d'autant plus important que la recherche de la paix et de la sécurité, ainsi que le développement durable, soient les principes fondamentaux de notre action entrepreneuriale³⁶. »

Sur ce point également, le discours des industriels n'est pas tout à fait homogène. Alors que certaines déclarations, comme celles citées ci-dessus, donnent l'impression que la durabilité et la production (voire l'utilisation) d'armements ne sont pas contradictoires et peuvent être atteintes simultanément (par exemple en limitant l'utilisation des ressources et des émissions dans les processus de production), d'autres déclarations établissent des priorités. Ainsi, dans un papier de position, le BDSV formule que : *« La Bundeswehr et les fournisseurs qui la soutiennent ont pour mission de garantir la sécurité de l'Allemagne. Les préoccupations climatiques ne doivent pas être ignorées, mais elles doivent être subordonnées à la primauté de la sécurité³⁷. »*

1.3. L'industrie de la défense comme garante de la prospérité économique de l'Allemagne

La sécurité qui, dans la logique des industriels de la défense, est assurée grâce aux fournitures de l'industrie militaire, n'est pas seulement la base de tout effort politique de durabilité, elle est également, selon les affirmations des lobbyistes, la base de la prospérité économique de l'Allemagne. Ainsi, selon Susanne Wiegand, *« Nous devons prendre conscience, en tant que société, que l'industrie nationale de la défense contribue de manière décisive à garantir la sécurité et la prospérité de l'Allemagne et de l'Europe³⁸. »* En abordant la nécessité d'investir davantage dans la Bundeswehr et son équipement, Hans Christoph Atzpodien avance de la même manière que *« La sécurité*

³⁶ WIEGAND Susanne, « Frieden, Sicherheit und Nachhaltigkeit als gemeinsame Prämissen unternehmerischen Handelns », dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p. 53.

³⁷ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V., « [Nachhaltigkeit & Rüstung – Betroffenheit und notwendige Maßnahmen](#) », [bdsv.eu](#), consulté le 19 juin 2025.

³⁸ WIEGAND Susanne, « Frieden, Sicherheit und Nachhaltigkeit als gemeinsame Prämissen unternehmerischen Handelns », dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p.52.

est également indispensable à la prospérité et au libre-échange, fondements essentiels de notre prospérité allemande³⁹. »

L'importance de l'industrie militaire elle-même pour l'économie nationale allemande est également un aspect important de l'autoreprésentation de la branche industrielle. Le BDLI parle ainsi d'un « *moteur de l'emploi*⁴⁰ » et le BDSV liste les retombées financières et en termes d'emploi de l'industrie de la défense sur son site internet (chiffres non actuels)⁴¹.

Dans ce contexte, les lobbyistes défendent également les avantages compétitifs des entreprises allemandes, soulignant l'importance de privilégier les achats de matériel auprès de ces entreprises plutôt que sur les marchés internationaux. Trois arguments sont avancés pour justifier une « *préférence nationale* » dans l'acquisition de matériel militaire. En premier lieu, l'industrie allemande serait mieux placée pour maintenir un échange avec les militaires et les agents de sécurité allemands, ce qui lui permettrait d'intégrer leurs besoins dans la conception du matériel de manière optimale⁴². En second lieu, la production nationale permettrait de garantir la souveraineté de l'Allemagne, en réduisant sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers⁴³. En troisième lieu, s'appuyer sur les entreprises allemandes serait un moyen de garantir des retombées économiques d'un investissement dans l'amélioration des capacités de la Bundeswehr pour l'économie nationale⁴⁴.

1.4. Des exportations respectueuses des dispositions légales et politiques gouvernementales

Par le passé, la réputation de l'industrie militaire a été ternie par des transactions d'armes vers des zones de conflits. Afin d'éviter toute association négative, les acteurs de l'industrie productrice d'armements insistent sur les règles en principe strictes qui

³⁹ ATZPODIEN Hans Christoph, *op. cit.*, p.58.

⁴⁰ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN LUFT- UND RAUMFAHRTINDUSTRIE E.V., « [Die deutsche Luft- und Raumfahrtindustrie sichert die Souveränität Deutschlands. BDLI-Kernforderungen zur Bundestagswahl 2025](#) », *bdl.de*, consulté le 23 juillet 2025.

⁴¹ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V., « [Die Industrie. Die deutsche Sicherheits- und Verteidigungsindustrie in Zahlen](#) », *bdsv.eu*, consulté le 19 juin 2025.

⁴² BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V., « [Politische Bedeutung der Sicherheits- und Verteidigungsenergie](#) », *bdsv.eu*, consulté le 19 juin 2025.

⁴³ SEDLMAYR Andreas, « Der Wehrtechnische Mittelstand als Eckpfeiler gesellschaftlicher Nachhaltigkeit » dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p. 54; BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE, « [Kommentar zur Grundgesetzänderung – Schuldenbremse für Rüstung entsperrt – nun gilt es zu liefern! Aber wie? – Dr. Hans C. Atzpodien, Hauptgeschäftsführer BDSV e.V.](#) », *bdsv.eu*, 18 mars 2025.

⁴⁴ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V. & BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN LUFT- UND RAUMFAHRTINDUSTRIE, « [Verbände fordern konsequente Industriepolitik bei Rüstungsgütern](#) », *bdl.de*, 20 février 2025.

régissent le secteur de l'exportation des armes en Allemagne et leur respect scrupuleux par les entreprises visées⁴⁵.

Le BDSV affirme sur son site que

« Les entreprises membres de la BDSV exportent des équipements militaires exclusivement sur la base des lois existantes en matière d'exportation et conformément aux directives applicables du gouvernement fédéral, qui statue de manière autonome dans le cadre de ses objectifs de politique étrangère et de sécurité⁴⁶. »

Interrogé sur la critique concernant des exportations d'armes de *Rheinmetall* vers des zones de conflit (notamment le Yémen), Armin Papperger affirme dans une interview en février 2024 :

« Nous faisons ce que le gouvernement nous permet de faire. Nous n'avons pas le droit d'exporter une vis si les gouvernements démocratiques dans lesquels nous produisons — c'est-à-dire avant tout la République fédérale d'Allemagne — ne sont pas d'accord [...] La critique devrait alors être adressée au gouvernement, mais pas aux entreprises, car nous sommes qu'un organe d'exécution⁴⁷. »

2. Un monde politique réceptif aux producteurs d'armes

La démarche des lobbies de l'armement n'est pas une simple quête de gestion d'image. Il s'agit d'une démarche stratégique étroitement liée à des revendications politiques concrètes. Les demandes des industriels de la défense peuvent être comprises comme une exploitation d'un Momentum que la guerre en Ukraine et le réarmement de l'Europe ont engendré afin de promouvoir les intérêts de leurs entreprises.

Dans un communiqué de presse conjoint diffusé le 20 février 2025, les deux organisations BDI et BDSV ont ainsi déclaré que l'Europe devait assumer davantage ses responsabilités en matière de sécurité. Afin d'atteindre cet objectif, il serait nécessaire de prévoir des budgets de défense plus importants et de démontrer une volonté

⁴⁵ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE E.V., & BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V. « [Gemeinsame Stellungnahme des Bundesverbandes der Deutschen Industrie e.V. \(BDI\) und des Bundesverbandes der Deutschen Sicherheits- und Verteidigungsindustrie e.V. \(BDSV\) für die vom Bundesministerium für Wirtschaft und Energie einberufene Kommission zur „Zukunft der Rüstungsexportkontrolle“](#) », *bdsv.eu*, 26 octobre 2016 ; ATZPODIEN Hans Christoph, « [Rüstungsexport mit Augenmaß!](#) », *bdsv.eu*, consulté le 19 juin 2025.

⁴⁶ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V., « [Über uns](#) », *bdsv.eu*, consulté le 19 juin 2025.

⁴⁷ « [Interview : „Demokratie verteidigen kann nicht verwerflich sein“](#) », *Tagesschau*, 29 février 2024.

politique ferme de s'affirmer et de défendre sa souveraineté⁴⁸. Les lobbyistes formulent entre autres les demandes suivantes :

- l'achat prioritaire de produits développés et fabriqués en Allemagne⁴⁹ ;
- la création d'une agence fédérale pour le soutien aux exportations d'armes⁵⁰ ;
- L'intégration des entreprises d'armement dans les fonds d'investissement durables⁵¹.

En outre, Hans Christoph Atzpodien formule dans un papier de position que l'Allemagne dispose, dans des domaines connexes tels que l'industrie automobile, de ressources qui se libèrent actuellement et qui doivent être mises à profit ou conservées pour l'armement. Selon le directeur du BDSV, le slogan « *De la voiture à l'armement* » devrait guider la société allemande dans le contexte de la *Zeitenwende*⁵².

Il n'est pas nécessaire ici de passer en revue l'ensemble des revendications formulées par l'industrie de l'armement. Il convient toutefois de souligner que plusieurs d'entre elles semblent être reprises par les responsables politiques allemands, qui participent ainsi également à la redéfinition de l'image de ce secteur. La proximité, relativement inédite, entre pouvoir politique et industrie militaire s'illustre notamment par la présence du chancelier Olaf Scholz, en février 2024, lors de la pose symbolique de la première pierre d'une nouvelle usine de munitions de Rheinmetall à Unterlüß, en Basse-Saxe⁵³. Dans un discours tenu à l'occasion, le Chancelier allemand a assuré à *Rheinmetall* que l'Allemagne continuera désormais à acheter du matériel militaire en grande quantité et de manière fiable à l'entreprise. Dans son discours, le chancelier s'est également adressé aux employés de *Rheinmetall* : « *Vous pouvez être fiers de ce que vous accomplissez ici. Vous travaillez littéralement pour le bien de notre pays. Merci pour cela*⁵⁴. »

Dans une optique similaire, en février 2023, le ministre de la Défense Boris Pistorius avait déclaré qu'il n'avait aucune appréhension vis-à-vis de l'industrie de la défense et qu'il la

⁴⁸ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN LUFT- UND RAUMFAHRTINDUSTRIE E.V. & BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V., « [Verbände fordern konsequente Industriepolitik bei Rüstungsgütern](#) », *bdli.de*, 20 février 2025.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN LUFT- UND RAUMFAHRTINDUSTRIE E.V. & BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS- UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE E.V., « [Verbände fordern konsequente Industriepolitik bei Rüstungsgütern](#) », *bdli.de*, 20 février 2025.

⁵¹ HEITKER Andreas, [Im Gespräch: Hans Christoph Atzpodien „Sie wissen nicht, was sie da tun“](#) », *Börsenzeitung*, 30 novembre 2021.

⁵² BUNDESVERBAND DER DEUTSCHEN SICHERHEITS UND VERTEIDIGUNGSINDUSTRIE, « [Kommentar zur Grundgesetzänderung – Schuldenbremse für Rüstung entsperrt – nun gilt es zu liefern! Aber wie? – Dr. Hans C. Atzpodien, Hauptgeschäftsführer BDSV e.V.](#) », *bdsv.eu*, 18 mars 2025.

⁵³ FRIEDERICHS Hauke, *op.cit.*

⁵⁴ KORMBAKI Marina, *op. cit.*

considérerait au contraire comme un partenaire important⁵⁵. Similairement, lors du salon international de l'aéronautique et de l'espace (ILA) de juin 2024 à Berlin, Olaf Scholz a déclaré que la politique allemande avait trop négligé ce secteur industriel par le passé⁵⁶.

Les politiciens allemands reprennent fréquemment des raisonnements des industriels pour soutenir plusieurs de leurs demandes concrètes. Ainsi Markus Ferber, membre du parti conservateur bavarois CSU et député européen, s'accorde avec le raisonnement des industriels de l'armement en affirmant que la sécurité est une condition préalable pour qu'un État puisse accorder la priorité à d'autres aspects de la durabilité, tels que la politique climatique et environnementale. Il affirme dans ce contexte que la taxonomie sociale de l'UE « *soulève des interrogations*⁵⁷ ».

Le ministre de la Défense Boris Pistorius a annoncé en novembre 2023 devant des représentants de l'industrie militaire allemande son intention d'assouplir la politique allemande en matière d'exportation d'armes. Selon le ministre, les contrats d'armement avec des pays tels que l'Inde et l'Indonésie devraient être soutenus par le gouvernement fédéral. M. Pistorius a reconnu que ces pays destinataires n'étaient pas toujours des « *démocraties irréprochables*⁵⁸ ». Dans une tribune intitulée « *Nous avons besoin d'une industrie militaire forte* » publiée en mai 2025 dans le *Handelsblatt*, Boris Pistorius a appelé les citoyens à reconnaître la grande importance de ce secteur industriel tant sur le plan économique et technologique qu'en matière de politique de sécurité⁵⁹.

L'accord de coalition du nouveau gouvernement fédéral dirigé par les chrétiens-démocrates du CDU/CSU présenté en avril 2025, prévoit également de renforcer l'industrie de la défense, notamment en « *facilitant son accès au capital* ». De plus, les partenaires de la coalition plaident pour une « *politique d'exportation d'armement stratégique qui donne de la fiabilité à l'industrie de la sécurité et de la défense allemande, à ses partenaires étrangers et à ses clients*⁶⁰ ». Les termes très génériques de l'accord de gouvernement ne donnent cependant pas plus de détails.

⁵⁵ SCHERER Klaus, « [Inside Rheinmetall – Zwischen Krieg und Frieden](#) », *NDR*, 24 octobre 2023 à 10'48''.

⁵⁶ FRIEDERICHS Hauke, *op.cit.*

⁵⁷ FERBER Markus, « *Frieden durch nachhaltige Sicherheit – Was die EU jetzt tun muss* » dans [Frieden, Sicherheit, Nachhaltigkeit – Beiträge zu einer gesellschaftspolitischen Debatte](#), p. 11.

⁵⁸ BICKEL Markus, « [Pistorius I: „Rüstungsexportpolitik neu denken“](#) », *Table Briefings*, 21 février 2024.

⁵⁹ PISTORIUS Boris, « [Wir brauchen eine starke Rüstungsindustrie](#) », *Handelsblatt*, 23 mai 2025.

⁶⁰ CDU, CSU & SPD, « [Verantwortung für Deutschland – Koalitionsvertrag zwischen CDU, CSU und SPD](#) », *spd.de*, p. 131-132.

3. Un discours partiel à aborder de manière critique

Il importe de souligner que le discours des lobbies de l'armement est sélectif et vise à promouvoir une certaine vision parcellaire et biaisée de cette branche industrielle, ainsi qu'à soutenir les demandes des producteurs d'armes auprès des pouvoirs publics. Cette troisième partie met donc les affirmations des industriels en perspective.

3.1. Des outils nécessaires à la promotion du bien commun de la sécurité

La République fédérale d'Allemagne a pour mission constitutionnelle de mettre en place des forces armées pour défendre ses citoyens et sa souveraineté. Cette mission est inscrite à l'article 87A de la Loi fondamentale⁶¹. Pour mener à bien sa mission, la Bundeswehr doit être équipée du matériel nécessaire. Les armes et autres fournitures militaires sont, dans cette fonction, un mal nécessaire pour la défense et la dissuasion. Les fabricants d'armes produisent effectivement les outils qui peuvent servir à la défense territoriale, mais en tant qu'outils, ces matériaux peuvent en fait être utilisés de multiples façons.

En premier lieu, il est important de souligner que malgré, d'une part, l'attention actuelle portée à l'Ukraine et à la capacité de dissuasion de la Bundeswehr et de l'OTAN et, d'autre part, une politique d'exportation d'armes encadrée par la loi, des armes produites en Allemagne ont été exportées vers de nombreuses régions du monde au cours des trente dernières années. Ces exportations d'armes visent à renforcer l'influence de l'Allemagne sur la scène internationale et à défendre ses intérêts en matière de politique de sécurité⁶². Pour les producteurs d'armes, ces exportations ont une importance économique indéniable, bien qu'une étude récente du centre de recherche *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)* souligne la difficulté d'évaluer leur importance pour le maintien de l'industrie militaire allemande ou sur le taux d'utilisation des capacités de production par rapport aux achats de la *Bundeswehr*⁶³.

Les livraisons à des pays dits « *tiers* », c'est-à-dire non membres de l'UE ou de l'OTAN, sont censées constituer une exception à la politique allemande en matière d'exportation d'armes. Pourtant, malgré la nécessité de prendre en compte la situation des droits humains dans ces pays et les dynamiques de sécurité interne et internationale⁶⁴, des clients de l'industrie d'armement allemande incluent des États comme les Émirats

⁶¹ [Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne](#), Conseil parlementaire (Parlamentarischer Rat), 23 mai 1949, art. 87A.

⁶² FUHRHOP Pia, « [Rüstungsexporte als Instrument deutscher Sicherheitspolitik](#) », SWP-Studie 7, avril 2025, p. 8.

⁶³ *Ibid.*, p. 25.

⁶⁴ BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND ENERGIE, « [Fragen und Antworten zu Rüstungsexporten](#) », [bundeswirtschaftsministerium.de](https://www.bundeswirtschaftsministerium.de), consulté le 30 juillet 2025.

arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Algérie, l'Égypte ou l'Inde⁶⁵. L'Allemagne est également un des principaux fournisseurs d'armes à Israël⁶⁶.

Dans le cadre d'une étude réalisée pour *Greenpeace*, la politologue Simone Wisotzki a analysé les dynamiques de répression interne et les conflits armés dans lesquelles les pays destinataires d'exportation d'armes allemandes se sont trouvés impliqués au cours des dernières années, notamment la guerre civile au Yémen⁶⁷. Dans son enquête sur le commerce mondial des armes, l'historien Paul Holden met en lumière les dangers liés à la prolifération des armes, en particulier des armes légères, notamment lorsque la situation politique des pays destinataires évolue. Ces risques se manifestent par exemple lorsqu'un ancien allié militaire devient un adversaire, lorsque les armes sont détournées ou lorsqu'elles se dispersent à la suite d'un changement de régime ou de la désintégration d'un État⁶⁸. Wisotzki relève des problèmes similaires dans le cas allemand, citant des exemples d'armes produites en Allemagne retrouvées sur le marché noir en Afghanistan, au Pakistan ou en Géorgie⁶⁹. Loin de se limiter à la fourniture d'armements à la Bundeswehr pour sa mission de défense territoriale, l'industrie militaire allemande joue ainsi un rôle bien plus large dans de nombreuses régions du monde, un rôle qui peut être difficilement prévisible, en raison de long cycle de vie de nombreux systèmes d'armement⁷⁰.

Dans ce contexte, il convient de s'interroger sur le rôle réel de l'industrie militaire, présentée comme un simple organe d'exécution des politiques gouvernementales et strictement respectueuse du cadre légal en matière d'exportations d'armement — une image que défend notamment Armin Papperger.

Un article publié en mars 2024 dans le magazine *Die Zeit* mérite une attention particulière : les auteurs y décrivent les opérations de *Rheinmetall* et de ses filiales en Inde, notamment leur soutien à la création d'une usine de munitions par le fabricant local *SMPP*. Dans la gestion de sa production à l'avenir, *SMPP* aura la capacité de fonctionner de manière autonome, sans que les autorités allemandes ou *Rheinmetall* ne détiennent un quelconque pouvoir de décision concernant son devenir⁷¹. Ces transactions sont rendues possibles par des lacunes dans la réglementation allemande

⁶⁵ WISOTZKI Simone, « [Deutsche Rüstungsexporte in alle Welt? Eine Bilanz der letzten 30 Jahre.](#) », *Greenpeace*, mars 2020.

⁶⁶ HALASZ Gabor, « [Rüstungsexporte nach Israel. Welche Waffen liefert Deutschland?](#) », *Tagesschau*, 19 septembre 2024.

⁶⁷ WISOTZKI Simone, « [Deutsche Rüstungsexporte in alle Welt? Eine Bilanz der letzten 30 Jahre.](#) », *Greenpeace*, mars 2020.

⁶⁸ HOLDEN et al., *Indefensible – Seven myths that sustain the global arms trade*, London, Zed Books, 2016, p. 58-61.

⁶⁹ WISOTZKI Simone, « [Deutsche Rüstungsexporte in alle Welt? Eine Bilanz der letzten 30 Jahre.](#) », *Greenpeace*, mars 2020, p. 23-24.

⁷⁰ HOLDEN et al., *op.cit.*, p.81.

⁷¹ KALMAN Attila & SCHMIDT Nico, « [Die diskreten Geschäfte von Rheinmetall](#) », *ZEIT*, 4 mars 2025.

relative aux autorisations d'exportation d'armes. Ces insuffisances concernent l'exportation d'assistance technique et de savoir-faire, ainsi que les possibilités de contrôle des investissements des entreprises allemandes d'armement dans le développement de capacités de production à l'étranger⁷². Bien que le gouvernement Scholz se soit engagé à adopter une nouvelle loi sur le contrôle des exportations d'armements, celle-ci n'a jamais été réalisée⁷³.

En outre, il est intéressant de relever que l'entreprise *Rheinmetall*, qui se présente désormais comme un important soutien de l'Ukraine et, en sa qualité de fournisseur de l'armée allemande, comme un défenseur de la démocratie et de la sécurité en Allemagne et en Europe, est engagée depuis plus de dix ans dans une procédure judiciaire à l'encontre de la République fédérale d'Allemagne. Étonnement au regard de la guerre en Ukraine, cette action en justice fait suite à l'annulation d'un contrat d'armement avec la Russie. En 2011, *Rheinmetall* avait été chargé de la construction d'un centre d'entraînement au combat en Russie. Lorsque la construction avait été stoppée par le gouvernement fédéral en 2014 suite à l'annexion de la Crimée, *Rheinmetall* a maintenu son autorisation d'exportation et a réclamé au gouvernement fédéral des dommages et intérêts d'un montant de 130 millions EUR⁷⁴. En 2024, s'exprimant sur la poursuite de la procédure judiciaire de *Rheinmetall*, Armin Papperger explique que, en sa qualité de directeur général, il se doit de préserver les intérêts de ses actionnaires⁷⁵.

Ces exemples révèlent que les industriels ne se positionnent pas uniquement comme des relais des politiques fédérales au service de la sécurité nationale, mais qu'ils poursuivent aussi des intérêts propres avant tout économiques. La motivation des industriels de l'armement reste le profit.

Au-delà de la question des exportations d'armes, il est essentiel de rappeler que l'accumulation d'armements ne constitue ni une garantie absolue de sécurité pour l'État et ses citoyens, ni un levier fiable pour renforcer l'efficacité des négociations diplomatiques. La vision défendue par Hans Christoph Atzpodien, selon laquelle la puissance militaire serait le facteur décisif dans les relations internationales, comporte des risques considérables. Elle pourrait en effet alimenter une spirale de course aux armements, au détriment du contrôle de ces derniers, avec tous les dangers d'escalade que cela implique⁷⁶. Ce qui importe avant tout, c'est l'usage qui est fait des armes. Comme le souligne Holden, il existe malheureusement de nombreuses situations où les

⁷² WISOTZKI Simone, *op.cit.*, p.29.

⁷³ DEUTSCHER BUNDESTAG, « [Rüstungsexportkontrollgesetz wird nicht mehr weiterverfolgt](https://www.bundestag.de) », *bundestag.de*, 3 février 2025.

⁷⁴ HENZE Arnd, « [Geplatzte Milliardenräume](#) », *Tagesschau*, 3 mars 2024

⁷⁵ SCHERER Klaus, *op. cit.*, à 14'57''.

⁷⁶ HOLDEN et al., *op.cit.*, p.20.

dépenses de défense peuvent, paradoxalement, rendre les citoyens moins sûrs⁷⁷. C'est notamment le cas lorsque les budgets militaires financent des guerres qui, malgré leurs intentions initiales, finissent par dégrader la situation sécuritaire d'un pays ou lorsque d'importantes dépenses militaires détournent des fonds destinés à d'autres moyens non militaires d'accroître la sécurité, tels que la diplomatie⁷⁸.

3.2. La sécurité et la durabilité : greenwashing

En matière de durabilité et de sécurité, il est raisonnable de considérer qu'un État qui ne parvient pas à sécuriser ses frontières, sa population et son ordre politique rencontrera des difficultés à mettre en œuvre des politiques de durabilité. Il est cependant crucial de reconnaître que l'armement représente un risque intrinsèque pour l'écologie et la durabilité. Malgré les efforts déployés par les acteurs de l'industrie pour réduire leur empreinte écologique, la production et l'utilisation de l'armement ont un impact environnemental significatif. Les armes, utilisées comme outils de destruction pour l'être humain, les infrastructures et l'environnement naturel, ainsi que la consommation de carburants fossiles par les véhicules militaires, compromettent directement la viabilité de la planète⁷⁹. La durabilité et la sécurité par un investissement dans les capacités militaires ne peuvent pas être atteintes simultanément, comme le présentent les acteurs de l'industrie militaire. Il s'agit en réalité d'un compromis. Ce compromis implique la sécurité environnementale, celle qui concerne l'avenir de la planète. Celle-ci est impactée dans le but de garantir la sécurité immédiate de l'État. Ce compromis représente une décision stratégique qui, suite à une évaluation de la situation sécuritaire, peut être justifiée en fonction des objectifs de sécurité définis.

Néanmoins, il est essentiel d'adopter une démarche de transparence concernant ce compromis et de ne pas succomber à l'illusion que l'armement et la durabilité pourraient être promus de façon conjointe. La communication des industriels militaires peut alors davantage être considérée comme relevant de la pratique du « *greenwashing* ». Selon Vieira de Freitas Netto et al., le greenwashing peut être défini comme une stratégie de communication sélective visant à dissimuler les informations négatives sur la performance environnementale d'une entreprise, tout en mettant en avant les aspects positifs. Il en résulte une perception positive et infondée de la performance environnementale des entreprises⁸⁰. Comme le souligne Maité Bol dans son enquête sur le greenwashing des producteurs d'armes, leur communication « *oriente l'attention sur les potentiels avantages écologiques du matériel militaire à un*

⁷⁷ HOLDEN et al., *op.cit.*, p. 19.

⁷⁸ HOLDEN et al., *op.cit.*, p. 25, 30.

⁷⁹ CONFLICT AND ENVIRONMENT OBSERVATORY, « [The military's contribution to climate change](#) », *ceobs.org*, 16 juin 2021.

⁸⁰ VIEIRA DE FREITAS NETTO Sebastião et al., « [Concepts and forms of greenwashing: a systematic review](#) », *Environmental Sciences Europe*, vol. 32, n° 19, 2020, p.6.

stade précis de leur cycle de vie⁸¹ ». Le greenwashing mis en œuvre par les fabricants d'armes repose ainsi – entre autres – sur des déclarations relatives au caractère « écologique » de certains équipements militaires et aux efforts de décarbonation de leur secteur⁸² comme le souligne par exemple le BDSV dans sa communication⁸³. Selon Bol, il s'agit là d'une « *communication sélective empreinte de faux-semblants déployée dans le but d'occulter autant que possible le caractère intrinsèquement non durable du domaine de la production d'armements du fait de la finalité destructrice et meurtrière des biens et des technologies qui forment le cœur de son activité.*⁸⁴ »

3.3. Un moteur économique ?

Concernant la représentation de l'industrie militaire comme moteur de l'industrie allemande, il est également nécessaire d'apporter de la nuance. Comme toute autre branche industrielle, l'industrie de l'armement fournit des emplois, génère des revenus et donc des recettes fiscales. Pour certaines régions cette industrie peut effectivement être importante. Cependant, en ce qui concerne les conséquences économiques globales des investissements dans l'armement, les résultats et pronostics des études scientifiques ne sont pas univoques. Une étude du *Kiel Institut für Weltwirtschaft* (IfW), publiée en février 2025, affirme que le produit intérieur brut (PIB) pourrait augmenter de 0,9 à 1,5 % par an si les États membres de l'UE augmentaient leurs dépenses militaires de 2 % à 3,5 % du PIB et passaient d'armes principalement américaines à des armes de fabrication européennes⁸⁵.

Christian Mölling, directeur de la *Fondation Bertelsmann* et Thorben Schütz, chercheur au *German Council on Foreign Relations* (DGAP), remettent la thèse des retombées économiques en question. Ils avancent que l'armement est un investissement relativement peu rentable lorsqu'il s'agit de promouvoir l'économie nationale. Ainsi, les investissements dans l'éducation ou les infrastructures auraient un impact beaucoup plus bénéfique⁸⁶.

Dans le même ordre d'idées, une étude réalisée en mars 2024 sur l'impact économique des dépenses militaires (majoritairement destinée à l'armement) en Allemagne, Italie et Espagne, a conclu que dans les trois pays, les dépenses publiques non militaires ont un impact plus important sur l'économie et l'emploi que les dépenses consacrées à

⁸¹ BOL Maïté, « [Le "greenwashing" des producteurs d'armes : principes et faux-semblants](#) », *Éclairage du GRIP*, 22 août 2023, p. 4.

⁸² *Ibid.*, p.8.

⁸³ SCHÖLLHORN Michael, *op. cit.*, p. 50.

⁸⁴ BOL Maïté, « [Le "greenwashing" des producteurs d'armes : principes et faux-semblants](#) », *Éclairage du GRIP*, 22 août 2023, p. 2.

⁸⁵ ILZETSKI Ethan, « [Guns and Growth: The Economic Consequences of Defense Buildups](#) », *Kiel Report*, N° 2, février 2025.

⁸⁶ MÖLLING Christian & SCHÜTZ Torben, « „[Wir rüsten besser so viel, wie uns unser Leben wert ist](#)” », *capital.de*, 9 septembre 2024.

l'acquisition d'armes. Ainsi les retombées économiques de l'investissement dans le secteur de l'armement sont plus faibles que dans le secteur de la santé et de la durabilité, et les gains potentiels en matière d'emploi offerts par la protection de l'environnement, l'éducation et la santé sont deux à trois fois supérieurs à l'impact de la production d'armes sur l'emploi⁸⁷.

L'économiste Claude Serfati, chercheur associé à l'IRES, a analysé l'impact économique du programme « *Rearm Europe* » proposé par la Commission européenne en avril 2025. Ce plan prévoit un financement des budgets de défense de l'UE d'un montant de 800 milliards EUR. Un nouvel instrument financier permettra d'accorder des prêts à des conditions préférentielles afin de permettre aux États de renforcer leurs capacités militaires. Les États sont encouragés d'augmenter les financements publics de la défense en levant la clause prévue dans le pacte de stabilité et de croissance de l'UE qui limite les déficits budgétaires à 3 %⁸⁸. Tout en soulignant l'importance des différents contextes nationaux qui impacteraient de façon importante les effets multiplicateurs des dépenses publiques pour les économies nationales de l'UE, Serfati avance que le plan « *Rearm Europe* » « *ne règlera ni les problèmes de croissance du PIB fondée sur la transition énergétique, ni la compétitivité industrielle de l'Europe*⁸⁹. » Serfati souligne également que malgré le fait que les économistes ne soient pas en accord sur la capacité des dépenses militaires à soutenir durablement la croissance économique d'un pays, ceux-ci convergent néanmoins sur deux points. Premièrement, les dépenses publiques civiles sont plus efficaces pour stimuler la croissance économique. Deuxièmement, elles créent davantage d'emplois que les dépenses militaires⁹⁰. Serfati remet également en cause l'hypothèse que les nouvelles technologies militaires auront des effets positifs sur la compétitivité industrielle de l'UE⁹¹.

Conclusion

Cette note analyse la transformation récente de l'image de l'industrie militaire en Allemagne. Après avoir examiné les vecteurs du discours employé par les industriels pour consolider cette évolution favorable, le texte s'est penché sur la manière dont les responsables politiques reprennent ces éléments de discours et soutiennent un certain nombre de revendications des industriels de l'armement. En conclusion, une critique du discours, à la fois partiel et partial, porté par l'industrie de la défense a été formulée.

⁸⁷ STAGEMA Marco et al., « [The economic impact of arms spending in Germany, Italy, and Spain](#) » *MRPA paper*, 8 avril 2024, p. 10-14.

⁸⁸ SERFATI Claude, « [Des Dividendes de la guerre... mais pour qui ?](#) », *Chronique internationale de l'IRES*, N° 190, juin 2025, p. 29.

⁸⁹ *Ibid.*, p.28, 30.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 32.

⁹¹ *Ibid.*, p. 35.

Les armes restent, par nature, des instruments de violence, conçus pour blesser, détruire ou tuer. Si leur usage peut, dans certains cas, être considéré comme un mal nécessaire à la défense nationale, il serait dangereux d'adopter sans recul le discours orienté des industriels du secteur. La nouvelle image de l'industrie de l'armement ne doit pas occulter le fait que la rhétorique la présentant comme nécessaire, éthique et durable repose sur une vision partielle. En tant qu'acteurs économiques, les lobbies de l'armement poursuivent avant tout des intérêts propres, qui dépassent largement la simple préservation de biens communs tels que la sécurité ou la durabilité.

Les décideurs politiques qui adhèrent à ce discours et intègrent les revendications de l'industrie de l'armement doivent faire preuve de prudence. Une approbation sans réserve des demandes des industriels comporte en effet des risques notables, tant pour l'économie et la sécurité de l'Allemagne que pour celle des pays et régions destinataires des exportations d'armes allemandes. Pour conclure, il convient de souligner que cette enquête sur le discours des industriels de l'armement allemand fournit sans doute des clés de compréhension utiles pour analyser les arguments avancés, ailleurs en Europe et dans le monde, par les industries et les lobbies de la défense.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org.

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : www.grip.org